

même si, selon le premier ministre (M. Trudeau), il ne vaut pas grand-chose. Cela me froisse quelque peu, même si je sais qu'il en a dit de bien pires. J'ai entendu dire que le premier ministre avait trente conseillers.

M. Baldwin: Il devrait en avoir davantage.

M. Gundlock: Il devrait peut-être les appeler autrement—hommes de confiance. On leur fait confiance, c'est entendu, mais nous ne les voyons pas, ni n'entendons rien d'eux. J'ai entendu dire que quelqu'un peut s'estimer heureux s'il a au moins un ami sûr au cours de sa vie. Le premier ministre est, à cet égard, un cas exceptionnel: il en a 30. Mais pourquoi n'écoute-t-il pas ceux qui siègent avec lui au Conseil privé? Je ne trouve rien à redire au fait qu'il écoute ceux auxquels il fait confiance, je n'y vois pas d'inconvénient du tout. Mais rien ne l'oblige à croire ce qu'ils lui disent, et à y donner suite.

Monsieur l'Orateur, cette question dont nous débattons n'est pas un faux problème. C'est un des problèmes les plus importants qui se posent à notre pays à l'heure actuelle.

L'hon. M. Dinsdale: Bravo!

M. Gundlock: Ce problème ne touche pas seulement les producteurs de blé et de céréales de l'Ouest; le pays tout entier en a conscience. Il suffit d'ouvrir n'importe quel journal du pays pour s'apercevoir que les difficultés qui assaillent ce secteur particulier de l'économie canadienne ont leurs répercussions sur les autres secteurs.

Le ministre parcourt le pays, faisant discours sur discours, répétant la même chose. Le 1^{er} décembre, il a dit que la Commission du blé avait conservé au Canada sa place dans le commerce mondial. Eh bien, monsieur l'Orateur, j'ignore d'où il tire ses chiffres. Des initiatives sincères et utiles ont été prises à la Chambre; notre parti ne fait pas de l'opposition pour l'opposition. On a présenté ici un grand nombre de bonnes propositions, mais le gouvernement ne les écoute pas. Au fait, certains ministres ne sont même pas ici—il n'y en a qu'un parmi nous cet après-midi.

M. Baldwin: C'est une honte!

M. Gundlock: Et c'est là le parti qu'a élu le peuple pour le représenter. Je le répète, je voudrais bien que le peuple puisse voir à quelles banquettes vides il a confié ses intérêts.

M. Dinsdale: Il serait bien déçu.

M. Gundlock: Le ministre a parlé du régime de zones. Je ne sais pas de quoi il s'agit, mais il paraît que ce serait un système très amélioré d'expédition de céréales. Pourtant, les producteurs de colza ont du mal à

[M. Gundlock.]

faire transporter des quantités minimales par rapport au volume du blé. Où donc en est le régime des zones, et où est l'amélioration, monsieur l'Orateur?

Je tiens à rappeler au ministre que je suis cultivateur et que ma ferme n'a pas reçu de contingent depuis presque un an. Il peut bien parler de contingents de péréquation. Cela me semble ridicule, monsieur l'Orateur, et je crois être bien placé pour en parler. Puis-je lui demander par votre intermédiaire, monsieur l'Orateur, pourquoi ma ferme n'a pas reçu de contingent depuis l'an dernier?

L'hon. M. Lang: Avez-vous reçu votre permis de livraison différée?

M. Gundlock: Je parle des contingents. Il n'y en a pas eu sur ma ferme depuis mai dernier. Que pouvons-nous faire sans contingent puisqu'il faut livrer le blé et les autres céréales selon le système des contingents? Je ne devrais pas avoir à mettre les points sur les i, mais, à mon avis, vous les financez grâce à des emprunts à 9½ p. 100 d'intérêt. Mais le taux moyen d'intérêt, et je sais ce dont je parle, monsieur l'Orateur, est environ 15 p. 100. Deux ou trois années de mévente, et nous menons une misérable vie aux lendemains incertains.

● (5.40 p.m.)

Le ministre de l'Agriculture (M. Olson) est allé à Chatham où il a énoncé quelques grands principes généraux. A mon avis, c'est lui qu'on est en train de guider. Voici ses paroles:

Au gouvernement fédéral nous ne prenons pas des décisions commerciales en les fondant essentiellement sur une marchandise donnée ou sur une catégorie de marchandises. Les Canadiens exigent à bon droit que nous tenions compte des intérêts de toute l'économie canadienne et prenions ce qui est, en fin de compte, la meilleure décision.

Ce n'est pas une seule marchandise ou un seul secteur que le gouvernement prend en considération, nous dit-on. Et l'Accord sur l'automobile, monsieur l'Orateur, qu'est-ce qu'ils en font, accord si bien connu de nous que je n'ai pas besoin d'entrer dans les détails. Si cet accord ne tient pas compte d'un secteur particulier de notre économie, j'aimerais savoir qu'est-ce qui en tient compte. Nous pourrions considérer un autre exemple que nous connaissons: le ministère de l'Expansion économique régionale. Nous sommes en train de discuter l'économie canadienne et nos céréaliculteurs, mais je crois néanmoins utile que nous considérions cet exemple. Sauf erreur, le ministère de l'Expansion économique régionale reçoit un budget d'environ cinq milliards de dollars. Ce ministère s'occupera, lui aussi, d'un domaine spécial de l'économie.